

Thème Déchets

Présence du thème dans les référentiels suivants :

HQE BD				HQE B			
Construction	Rénovation	Exploitation Axe B	Exploitation Axe G	Construction	Rénovation	Exploitation Axe B	Exploitation Axe G
X	X	X	X	X	X	X	X

Introduction	2
Applicabilité des exigences et nombre de points	3
Exigences	4
DECH1 CONCEPTION DU BATIMENT ET DECHETS D'ACTIVITE	4
DECH1.1 Conception du bâtiment pour la gestion des déchets	4
DECH1.2 Quantités de déchets d'activités produits et valorisés.....	12
DECH2 DECHETS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE.....	17
DECH2.1 Déchets d'entretien et de maintenance	18
DECH3 DECHETS DE CHANTIER.....	22
DECH3.1 Quantités de déchets de chantier produits et valorisés.....	22
Annexe du thème Déchets.....	34
Rappels réglementaires relatifs aux déchets	34

INTRODUCTION

Ce thème « Déchets » vise à évaluer d'une part les quantités de déchets produites et valorisées, et d'autre part comment la qualité du bâtiment participe à la bonne gestion des déchets sur le bâtiment, à la fois en termes de qualité et d'impact environnemental.

Tous les types de déchets sont pris en compte. Sont ainsi traités les sous-thèmes suivants :

- Déchets d'activité,
- Déchets d'entretien et maintenance,
- Déchets de chantier.

Pour chacun de ces types de déchets, la performance du bâtiment est évaluée notamment par rapport :

- A la conception du bâtiment (nombre et équipement des locaux déchets, organisation des flux),
- Au pourcentage de valorisation des déchets en tenant compte de la réduction à la source, des filières locales, des systèmes de valorisation mis en place, etc.

APPLICABILITE DES EXIGENCES ET NOMBRE DE POINTS

X* = En exploitation seulement selon périmètre des responsabilités

X ** = Applicable si travaux de rénovation prévus pendant l'exploitation

Thème	Réf.	Exigences	Niveaux	Points	Neuf	Réno	Expl axe B	Expl axe G
DECH	1.1.1	Présence de zones de stockage des déchets avec possibilité de nettoyage et présence d'un système de ventilation	A / NA	0/2	x	x	x	-
DECH	1.1.2	Dimension adaptée aux flux de déchets de la zone de stockage finale de déchets	A / NA	0/3	x	x	x	-
DECH	1.1.3-S	Positionnement des zones déchets permettant une bonne organisation des flux de déchets	A / NA	0/1	x	x	x	-
DECH	1.1.4-S	Pratiques de réduction du volume de déchets d'activités	A / NA	0/1	-	-	x	x
DECH	1.2.1-S	% global de déchets d'activités valorisés sur le périmètre certifié	10/20/30 /50/70%	0/1/2/3 /4/5	-	-	x*	x
DECH	1.2.2	% de déchets d'activités valorisés matière	30/50/70 %	0/1/2/3	-	-	x*	x
DECH	2.1.1	% global de déchets d'entretien/maintenance qui seront valorisés sur le périmètre certifié	10/20/30 /50/70%	0/1/2/3 /4/5	-	-	x*	x
DECH	2.1.2	% de déchets d'entretien/maintenance valorisés matière	30/50/70 %	0/1/2/3	-	-	x*	x
DECH	3.1.1	% global de déchets de chantier qui seront valorisés (HORS terres)	10/20/30 /50/70%	0/1/2/3 /4/5	x	x	x**	-
DECH	3.1.2	% de déchets de chantier valorisés matière (Réutilisation sans garantie de site et d'usage, Recyclage, Régénération, HORS Terre)	30/50/70 /90%	0/1/2/3 /4	x	x	x**	-
DECH	3.1.3	Réemploi TERRE sur site	10/30/50 %	0/1/2/3	x	x	x**	-
DECH	3.1.4	Réutilisation TERRE hors site	A / NA	0/1	x	x	x**	-

DECHI CONCEPTION DU BATIMENT ET DECHETS D'ACTIVITE

Périmètre d'évaluation du sous-thème DECHI Conception du bâtiment et déchets d'activité

- Cas d'un sous-objet : Il convient de prendre en compte les déchets d'activité produits au niveau des surfaces du sous-objet. Cependant, les dispositions peuvent être prises à l'échelle de l'ouvrage ou du site pour justifier cette exigence.
- Cas d'un bâtiment :
 - Périmètre des responsabilités : Il convient de prendre en compte l'ensemble des déchets produits sur l'ouvrage.
 - Périmètre spatial : Les dispositions peuvent être prises à l'échelle de la parcelle, à savoir que les zones de stockage finales peuvent se situer sur la parcelle à l'extérieur du bâtiment.
- Cas d'un site : Dans le cas d'une demande portant sur un site avec plusieurs bâtiments, les évaluations peuvent être mutualisées à plusieurs bâtiments.
- Cas d'un parc : Dans le cas d'une demande portant sur un parc de bâtiments d'un même détenteur, les évaluations ne peuvent pas se justifier à l'échelle d'un parc : elles peuvent se justifier soit à l'échelle du site soit à l'échelle du bâtiment.

DECHI.I CONCEPTION DU BATIMENT POUR LA GESTION DES DECHETS

DECHI.I.I Présence de zones de stockage des déchets avec possibilité de nettoyage et présence d'un système de ventilation

Cas de non-applicabilité : Lorsque seul l'axe Gestion est visé, cette exigence peut être considérée comme non-applicable. Dans ce cas, les points de l'exigence seront déduits du total de points disponibles.

Cette exigence demande de garantir la présence d'une ou plusieurs zone(s) de stockage des déchets (a minima d'activité et d'entretien/maintenance). Il peut s'agir de zones extérieures ou intérieures.

► Lorsqu'il s'agit d'un local intérieur, les conditions d'hygiène réglementaires devront être respectées :

- Possibilité de nettoyage : Arrivée d'eau et présence d'un siphon au sol.
- Présence d'un système de ventilation adéquat : La présence d'une ventilation naturelle est autorisée en fonction de la nature des déchets stockés (papiers cartons, emballages). Pour les autres déchets, la présence d'une VMC est requise (afin d'atteindre les débits d'air réglementaires).

Note : Pour les bâtiments produisant des biodéchets (définition à l'article R541-8 du Code de l'environnement), dans des quantités relevant de l'Arrêté du 12 juillet 2011 (depuis le 1er

janvier 2016 : plus de 10 tonnes/an de biodéchets, ou plus de 60 l/an d'huiles alimentaires) un local de stockage réfrigéré doit a minima être mis en place. D'autres solutions avec des systèmes techniques automatisés sont également possibles, et ne nécessitent pas dans ce cas de local réfrigéré.

► Lorsqu'il s'agit d'un local extérieur, il est demandé que :

- La zone soit protégée par rapport au vent et à la pluie : il s'agit ici de prendre des dispositions pour éviter toute pollution du sol par ruissellement et éviter l'envol des déchets. Il n'est pas obligatoire de clôturer ou couvrir cette zone. Le porteur est libre de définir les moyens lui permettant de protéger cette zone.
- La zone respecte des conditions d'hygiène : présence d'une arrivée d'eau et d'un siphon d'évacuation.

► Cas particulier des collectes pneumatiques à l'échelle du bâtiment :

Les zones de stockage des déchets du bâtiment (intérieur ou extérieur) équipés des points de collectes pneumatiques sont acceptées avec les conditions suivantes :

- Lors de l'état des lieux des types de déchets produits par le bâtiment, les déchets qui ne pourraient pas être amenés aux points de collectes pneumatiques doivent être identifiés (par exemple : les déchets dangereux, les déchets en métal, les DEEE, etc.). Dans le cas où certains déchets ne sont pas acceptés par la collecte pneumatique, il est demandé de garantir la présence des locaux déchets (intérieurs ou extérieurs) pour ces déchets. Dans ce cas, ces locaux déchets doivent répondre aux conditions mentionnées plus haut (voir « local intérieur » et « local extérieur »).
- Les conditions sanitaires des points de collectes pneumatiques soient définies : Déterminer qui a la gestion de ces points, les conditions sanitaires prévues et comment elles sont réalisées... Ces informations sont à préciser dans tous les cas.

► Lorsque des Points d'Apport Volontaire (PAV) sont imposés dans l'aménagement du quartier/du projet :

En amont, lors de l'état des lieux des types de déchets produits par le bâtiment, il est demandé d'identifier les déchets qui ne pourraient pas être amenés aux PAV (par exemple : les déchets dangereux, les déchets en métal, les DEEE, etc.). Dans le cas où certains déchets ne peuvent pas être amenés aux PAV, il est demandé de garantir la présence des locaux déchets (intérieurs ou extérieurs) pour les déchets qui ne seront pas acceptés par les PAV. Dans ce cas, ces locaux déchets doivent répondre aux conditions mentionnées plus haut (voir « local intérieur » et « local extérieur »).

En plus, il est demandé que :

- Le bâtiment soit concerné par l'utilisation des PAV (adéquation entre les déchets produits au sein du bâtiment et la typologie des PAV mis à disposition).
- Les PAV soient accessibles aux utilisateurs du bâtiment.
- Les conditions sanitaires des PAV soient définies : Déterminer qui a la gestion des PAV, les conditions sanitaires prévues et comment elles sont réalisées... Ces informations sont à préciser même si ce n'est pas le demandeur de certification qui a la gestion des PAV.

Certaines réglementations ne rendent pas obligatoire la présence d'un local déchet ou PAV. Cependant, le référentiel demande à ce qu'un espace d'entreposage des déchets avant enlèvement soit présent.

Il n'est pas possible de justifier cette exigence par des dispositions organisationnelles qui seraient liées à la phase exploitation, puisqu'il s'agit ici d'évaluer ce qui participe à la qualité intrinsèque du bâtiment en matière de gestion des déchets.

► Mutualisation :

La mutualisation des zones de stockage des déchets est possible si tous les éléments ci-dessous sont justifiés :

- Ces zones se trouvent sur la même parcelle du bâtiment objet de la certification,
- Elles sont dédiées aux utilisateurs du bâtiment objet de la certification,
- Elles respectent tous les autres critères décrits dans cette exigence DECH1.1.1.

Spécificité à La Réunion

Compte tenu du climat tropical à l'île de la Réunion, cette exigence est obligatoire.

Les nuisances spécifiques à La Réunion sont liées à la rapidité de fermentation consécutive aux conditions climatiques et à l'attraction d'animaux nuisibles sur le site.

Lorsqu'il s'agit d'un local extérieur, il est donc demandé que la zone soit protégée par rapport au soleil, au vent et à la pluie, et aux désordres potentiels causés par les animaux. Il s'agit ici de prendre des dispositions pour éviter toute pollution du sol par ruissellement, et éviter l'envol des déchets et les protéger des animaux. Il n'est pas obligatoire de clôturer ou couvrir cette zone. Le porteur est libre de définir les moyens lui permettant de protéger cette zone.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
► Phase Programme Programme de l'opération.	Définition des objectifs à atteindre.
► Phase Conception CCTP, Plans architecturaux, Plans techniques, Informations sur les conditions sanitaires appliquées aux PAV (gérant des PAV, dispositions prévues pour le maintien des conditions sanitaires...).	Cohérence entre les justificatifs et les éléments saisis dans ISIA.
► Phase Réalisation DOE, description des PAV, visite in situ.	Vérification/visite in situ des dispositions mises en œuvre (point d'eau, ventilation), PAV.
► Phase Exploitation axe Bâtiment Description des PAV, DOE ou tout autre document permettant de justifier l'exigence (plans, fiches sur les systèmes mis en place) (durée de validité illimitée sauf modification du projet), visite in situ.	
► Phase Exploitation axe Gestion Non concernée.	Sans objet.

DECHI.1.2 Dimension adaptée au flux de déchets de la zone de stockage finale de déchets

Cas de non-applicabilité : Lorsque seul l'axe Gestion est visé, cette exigence peut être considérée comme non-applicable. Dans ce cas, les points de l'exigence seront déduits du total de points disponibles.

Cette exigence consiste à assurer un dimensionnement adéquat des locaux/zones déchets et de respecter les conditions de stockage réglementaires.

Il est ainsi demandé de concevoir des locaux et/ou zones déchets adapté(e)s au contexte de l'opération et dimensionné(e)s en conséquence. Il est demandé de justifier le dimensionnement en fonction des quantités estimées et du choix des filières de traitement. En effet, ce dimensionnement dépend :

- Des typologies de déchets identifiées,
- Du mode de traitement choisi (valorisation sur site ou enlèvement),
- Des flux de déchets (quantités produites et rythmes de production),
- De la présence ou non de tri à la source,
- De la nature des filières d'enlèvement choisies.

En exploitation axe Bâtiment :

Il s'agit notamment de prendre des dispositions pour que la fréquence d'enlèvement des déchets d'activité soit en adéquation avec la capacité de stockage sur l'ouvrage. Cela signifie que la fréquence de passage des services de collecte doit être justifiée au regard de la capacité et du dimensionnement de la zone de stockage finale des déchets.

D'autre part, des dispositions doivent être prises pour optimiser la maniabilité des déchets d'activité dans les locaux ou les zones déchets afin de faciliter la collecte, le regroupement et l'enlèvement des déchets.

Il s'agit principalement de réorganiser (si nécessaire) l'espace à l'intérieur de la zone déchets pour rendre celle-ci plus fonctionnelle.

Cela peut se traduire par des dispositions portant sur :

- la facilité de mouvement à l'intérieur de la (des) zone(s)/local(local) déchets,
- la facilité d'enlèvement des déchets,
- le positionnement des bacs,
- la facilité pour sortir les bacs.

Cas particulier des collectes pneumatiques à l'échelle du bâtiment :

Le dimensionnement des zones de stockage des déchets du bâtiment (intérieur ou extérieur) équipés des points de collectes pneumatiques doit respecter les conditions suivantes :

- Dans le cas où certains déchets ne sont pas acceptés par la collecte pneumatique (lors de l'état des lieux des types de déchets produits par le bâtiment), il est demandé de garantir le dimensionnement des locaux déchets (intérieurs ou extérieurs) pour ces déchets. Dans ce cas, ces locaux déchets doivent répondre aux conditions mentionnées plus haut.
- Concernant les déchets acceptés par la collecte pneumatique, l'étude des flux de ces déchets n'est pas obligatoire.

Lorsque des Points d'Apport Volontaire (PAV) sont imposés :

- Si les PAV sont construits dans le cadre d'une ZAC ou d'un quartier, il devra être prouvé que l'effectif du bâtiment et la production de déchets associée a été prise en compte pour le dimensionnement des collecteurs. Les flux des bâtiments adjacents présents ou futurs devront également être pris en compte.
- Si les PAV sont existants, les informations sur les collecteurs, demandées à la commune ainsi que les données de collecte (volumes, surcharge ou sous-charge des collecteurs, etc.) devront justifier que les PAV existants permettent de répondre à l'augmentation des flux déchets à l'échelle du quartier.
- Dans le cas où certains déchets ne peuvent pas être amenés aux PAV, le local déchet doit faire l'objet d'un dimensionnement justifié sur la base des déchets qui ne seront pas acceptés par les PAV.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
► Phase Programme Programme de l'opération.	Définition des objectifs à atteindre.
► Phase Conception CCTP, Plans architecturaux, Plans techniques, Note de dimensionnement des locaux déchets / PAV.	Cohérence entre les justificatifs et les éléments saisis dans ISIA : cohérence du calcul réalisé avec les plans des locaux déchets / note des PAV.
► Phase Réalisation DOE, Mise à jour du calcul justifiant les surfaces des locaux déchets si le projet a été modifié, dossier PAV (dimensionnement...), visite in situ.	Identification/visite in situ afin de vérifier le dimensionnement des locaux / PAV.
► Phase Exploitation axe Bâtiment DOE (ou tout autre document permettant de justifier de l'atteinte de l'exigence), Note de dimensionnement des locaux déchets / PAV (durée de validité illimitée sauf modification du projet), visite in situ.	Visite in situ, cohérence entre la visite et le calcul justifiant les surfaces.
► Phase Exploitation axe Gestion Non concernée.	Sans objet.

DECH1.1.3-S Positionnement des zones déchets permettant une bonne organisation des flux de déchets

Cas de non-applicabilité : Lorsque seul l'axe Gestion est visé, cette exigence peut être considérée comme non-applicable. Dans ce cas, les points de l'exigence seront déduits du total de points disponibles.

Cette exigence a pour but d'évaluer les éléments intrinsèques permettant une bonne organisation des flux de déchets. Ces éléments intrinsèques relèvent du choix de positionnement des différentes zones déchets.

Il s'agit de justifier que ces choix de positionnement ont été pris en compte pour faciliter la collecte, le regroupement et l'enlèvement des déchets.

Plusieurs approches doivent être évaluées pour traiter cette exigence :

- La distance entre les zones déchets / PAV et les zones de production des déchets : une réflexion a été menée sur les chemins d'accès aux zones déchets et sur les distances à parcourir.
- Le positionnement des zones déchets : il permet une adaptation des flux de déchets aux autres flux de circulation de l'ouvrage (flux des livraisons, flux du personnel, des clients, etc.) :
 - Assurer qu'il n'y ait pas d'interférences entre les circuits de collecte des déchets et les circuits empruntés par les occupants (horaires, circuits empruntés, etc.),
 - Assurer que le circuit de collecte des déchets n'interfère pas avec le circuit de livraison des produits,
 - Assurer que le stockage des déchets à fréquence d'enlèvement faible ne perturbe pas la gestion des déchets à enlèvement plus régulier,
 - Assurer la facilité d'accès pour les services de collecte depuis l'extérieur (place pour manœuvrer, signalétique...).

Pour la présence de zones de collecte intermédiaire des déchets d'activité :

- Optimisation de la position de ces zones de manière à encourager les occupants à faire des dépôts volontaires,
- Présence d'une zone de regroupement d'une partie des déchets pour faciliter la collecte par le personnel de ménage (par exemple sur un plateau de bureau), etc.

Note :

La distance est calculée sur un cheminement piéton type pouvant être emprunté par les utilisateurs ou le personnel en charge de l'entretien et non comme une distance « à vol d'oiseau » entre les entrées et les zones déchets / PAV.

La distance entrée du bâtiment / PAV est inférieure ou égale à 70m.

Remarque :

La mise en place de dispositifs de type "transport pneumatique" permet de limiter les flux des lieux de production aux stockages, et de supprimer des contraintes (sanitaires, de fonctionnalités) dans la gestion des déchets. Ce type de systèmes permet donc de valider cette exigence.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Programme de l'opération.</p>	Définition des objectifs à atteindre.
<p>► Phase Conception</p> <p>CCTP, Plans architecturaux, justification de la distance entre les entrées du bâtiment et les zones déchets/PAV.</p>	Cohérence entre les justificatifs et les éléments saisis dans ISIA.
<p>► Phase Réalisation</p> <p>DOE, note concernant le positionnement des PAV.</p>	Identification/visite in situ afin de vérifier le positionnement des locaux.
<p>► Phase Exploitation axe Bâtiment</p> <p>DOE ou tout autre document permettant de justifier l'exigence (plans, fiches sur les systèmes mis en place) (durée de validité illimitée sauf modification du projet).</p>	
<p>► Phase Exploitation axe Gestion</p> <p>Non concernée.</p>	Sans objet.

DECHI.1.4-S Pratiques de réduction du volume de déchets d'activités

Cas de non-applicabilité : Dans le cas où le bâtiment est en construction neuve ou rénovation (en programme, conception ou réalisation), cette exigence peut être considérée comme non applicable.

Le but de cette exigence est d'encourager la réduction du volume de déchets d'activités une fois que ceux-ci sont produits. Réduire le volume des déchets permet une optimisation de leur transport pour traitement, et une diminution de la surface des zones déchets. La réduction du volume de déchets d'activité n'est pas un élément de qualité intrinsèque du bâtiment. Néanmoins, le propriétaire peut encourager cette pratique par la mise à disposition d'un système de réduction et l'allocation d'un espace pour accueillir ce système.

Les dispositions peuvent porter sur différents éléments, notamment :

- dispositions prises pour réduire les consommables : distributeurs rechargeables au lieu de produits individuels, ou choix de protections lavables plutôt que jetables.
- dispositions prises pour réduire l'encombrement des déchets d'activités : broyage ou compactage par exemple.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
► Phase Programme Programme de l'opération.	Définition des objectifs à atteindre.
► Phase Conception Justificatif des pratiques de réduction du volume de déchets, dispositifs mis en place (CCTP), plans architecturaux.	Cohérence entre les justificatifs et les éléments saisis dans ISIA.
► Phase Réalisation Justificatif des pratiques de réduction du volume de déchets, dispositifs mis en place (DOE), plans, visite in situ.	Identification/visite in situ afin de vérifier les dispositifs mis en place et les pratiques.
► Phase Exploitation axes Bâtiment et Gestion Justificatif des pratiques de réduction du volume de déchets, dispositifs mis en place (DOE ou tout autre document justificatif, plans, fiches descriptives des dispositifs), (durée de validité : 2 ans), visite in situ.	

DECH1.2 QUANTITES DE DECHETS D'ACTIVITES PRODUITS ET VALORISES

Cas de non-applicabilité du bloc d'exigence : Dans le cas où le bâtiment est en construction neuve ou en rénovation (en programme, conception ou réalisation), ou en exploitation Axe Bâtiment (si les déchets d'activités sont hors du périmètre des responsabilités du demandeur) le bloc d'exigences DECH1.2 ci-dessous peut être déclaré comme « non applicable ». Dans ce cas, les points seront déduits du total de points disponibles.

DECH1.2.1-S Pourcentage global de déchets d'activités valorisés sur le périmètre certifié



Il convient de reporter ici le pourcentage de valorisation globale des déchets d'activité calculé dans le fichier Excel de calcul. Dans l'exigence DECH1.2.1 dans ISIA, merci de cocher la case correspondant à ce pourcentage atteint.

Cette exigence concerne les déchets suivants :

Déchets non dangereux	Déchets dangereux
Papier / carton	Cartouches d'encre
Verre	Piles et accumulateurs
Métal	DEEE (Exemples : lampes, écrans, etc., liste aux Articles R543-172 à R543-175 du code de l'environnement)
Plastique	Autres déchets dangereux
Bois	DASRI Médicaments non utilisés, textiles à usage unique, déchets radioactifs, mercure, métaux des blocs opératoires, etc.
Biodéchets	
Autres déchets non dangereux	

Cette exigence vise à évaluer la quantité de déchets d'activités qui seront produits et valorisés annuellement lors de l'exploitation du bâtiment.

Le but est de tendre vers un reporting le plus fin et détaillé possible avec des données réelles pour les quantités de déchets produits et valorisés sur l'ensemble du périmètre de certification. Les quantités sont exprimées en kg/an.

En exploitation, l'année prise en compte correspond aux 12 mois précédents par rapport à la date de l'évaluation, avec une tolérance à quelques mois.

Dans le cas où le contexte sur le bâtiment ne permet pas d'avoir les données réelles sur l'ensemble du périmètre certifié, il est demandé de renseigner et de justifier des ratios, ou de faire une estimation de ces données. Ces estimations doivent être réalisées par typologie de déchets (papier, métal...). Elles doivent porter sur l'ensemble des déchets produits et valorisés dans le périmètre de certification.

Les données réelles sont indisponibles, notamment en phases amont (programme, conception, réalisation), mais aussi en exploitation, par exemple :

- Lorsque plusieurs contrats de gestion de déchets sont présents. Il est par exemple possible d'avoir un contrat pour la gestion commune des déchets industriels banals (DIB), et des contrats spécifiques à chaque utilisateur pour la gestion des DEEE, cartouches d'encre, etc.
- Lorsque le demandeur de la certification n'a pas connaissance de tous les déchets produits (il a par exemple connaissance des déchets des parties communes du bâtiment et pas des parties privatives).

Définitions du terme « Valorisation » :

La valorisation correspond à « toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été utilisés à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets. » (Ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets). Sont donc prises en compte :

- **La valorisation énergétique (par incinération) *** : Récupération de calories par combustion. Un incinérateur de déchets non dangereux réalise une opération de valorisation énergétique si cette opération respecte les conditions définies à l'article 33-2 de l'arrêté du 20 septembre 2002. Une de ces conditions est notamment l'atteinte d'une performance énergétique (rendement supérieur ou égal à 0,65 ou 0,6 selon les cas). Ce rendement est défini à l'annexe VI de l'arrêté.
- **La valorisation matière* (autre que le réemploi) :**
 - **Réutilisation*** : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau. (article L. 541-I-1 du Code de l'environnement). L'opération de réutilisation est toujours précédée d'une opération de préparation, a minima, par une opération de contrôle.
 - **Recyclage*** : Le recyclage consiste en toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins (article L. 541-I-1 du Code de l'environnement).
Le recyclage permet de substituer des substances, des matières, ou des produits à d'autres substances, matières ou produits. Le compostage est une des opérations de recyclage.
La réintroduction directe d'un matériau dans son propre cycle de production, en remplacement total ou partiel d'une matière première neuve également.
Note complémentaire sur le recyclage : Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblaiement ne peuvent pas être qualifiées d'opérations de recyclage (Ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010).
 - **Régénération*** : La régénération est basée sur des procédés de raffinage d'un fluide ou d'un solide, impliquant l'extraction de la fraction polluante ou indésirable contenue dans le déchet. Cela consiste à redonner à un déchet les caractéristiques qui permettent de l'utiliser en remplacement d'une matière première neuve. La régénération peut concerner les huiles, solvants, les gaz fluorés, les plastiques, les

catalyseurs, etc. Elle peut s'opérer par filtration, déshydratation sous vide, raffinage, etc.

(* définition: Cf site de l'ADEME)

Définition du terme « Déchets d'activité » :

Les déchets d'activités correspondent aux déchets produits par les occupants du site dans le cadre de leurs activités. Ne sont pas pris en compte les déchets liés à l'entretien et à la maintenance, qui sont évalués séparément. Les déchets organiques liés à la présence d'une restauration (hors huiles alimentaires) sont comptabilisés dans cette catégorie.

Les huiles alimentaires usagées (HAU) sont considérées comme des déchets non dangereux. Elles doivent être stockées dans des fûts isolés et identifiés, placés sur rétention dans le local « déchets » prévu à cet effet. Elles doivent faire l'objet d'une collecte et d'un traitement spécifiques et adaptés. Leur collecte doit se faire par une entreprise agréée par le préfet pour un ramassage dans le département. Les huiles et graisses alimentaires usagées ne doivent pas être souillées ou diluées par d'autres produits, et ne doivent en aucun cas être déversées ou rejetées dans :

- les égouts car en se solidifiant elles peuvent endommager les réseaux et stations d'épuration,
- les poubelles d'ordures ménagères car cela peut endommager les incinérateurs,
- ou le bac à graisses car cela peut s'amalgamer avec les autres résidus graisseux.

Les biodéchets, ou les déchets organiques, ou déchets fermentescibles, sont les résidus d'origine végétale ou animale qui peuvent être dégradés par les micro-organismes pour lesquels ils représentent une source d'alimentation. Ils incluent : les végétaux, les déchets putrescibles de la cuisine et ceux collectés auprès des cantines et restaurants d'entreprises, les papiers et cartons souillés sous certaines conditions.

Rappels réglementaires relatifs à la classification des déchets : [consulter l'annexe du présent thème consacrée à ce sujet.](#)

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Justificatif des quantités de déchets d'activité produits / valorisés par typologie de déchet. Justificatif des ratios utilisés.</p>	
<p>► Phase Conception</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets d'activité produits (ou des ratios utilisés) / valorisés par typologie de déchets en cas de modification des hypothèses d'usage.</p>	
<p>► Phase Réalisation</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets d'activité produits (ou des ratios utilisés) / valorisés par typologie de déchets en cas de modification des hypothèses d'usage. Carnet de vie.</p>	
<p>► Phase Exploitation axes Bâtiment et Gestion</p> <p>Justificatif des données réelles (ou ratios) de déchets d'activité produits / valorisés par typologie de déchets et/ou Justificatif des ratios utilisés (durée de validité : 1 an).</p> <p>Respect de la réglementation (Code de l'environnement) concernant les circuits de traitement des déchets d'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Récupération et conservation des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) conformément à la réglementation, ■ Tenue et conservation d'un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets conformément à la réglementation. ■ Traçabilité des déchets d'activité non réglementés (accusé réception des prestataires d'enlèvement). 	
	Cohérence entre les éléments du justificatif et les éléments saisis dans ISIA.

DECH1.2.2 Pourcentage de déchets d'activités valorisés matière



Il convient de reporter ici la valeur absolue dans DECH1.2.2 et la classe atteinte dans DECH1.2.2.a.

Indiquer de la même façon que ci-dessus (ratios, estimations, données réelles) la part de valorisation matière dans le total de déchets d'activités produits (valeur absolue dans DECH1.2.2 et classe atteinte dans DECH1.2.2.a).

Le pourcentage de déchets valorisés matière s'évalue par rapport à la masse totale de déchets générés, que ceux-ci soient valorisables ou non.

Ainsi, même si l'opération produit des déchets dangereux qui ne peuvent être valorisés, ceux-ci ne peuvent pas être exclus du calcul du pourcentage.

Définition du terme « Valorisation matière autre que le Réemploi » : voir la définition dans l'exigence [DECH1.2.1-S](#) précédente.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Justificatif des quantités de déchets d'activité valorisés matière par typologie de déchet. Justificatif des ratios utilisés.</p>	<p>Cohérence entre les justificatifs et les éléments saisis dans ISIA.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets d'activité valorisés matière (ou des ratios utilisés) par typologie de déchets en cas de modification des hypothèses d'usage.</p>	
<p>► Phase Réalisation</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets d'activité valorisés matière (ou des ratios utilisés) par typologie de déchets en cas de modification des hypothèses d'usage. Carnet de vie.</p>	
<p>► Phase Exploitation axes Bâtiment et Gestion</p> <p>Justificatif des quantités de déchets d'activité valorisés par typologie de déchet (durée de validité : 1 an).</p>	

DECH2 DECHETS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Périmètre d'évaluation du sous-thème DECH2 Déchets d'entretien et de maintenance

- Cas d'un sous-objet : Il convient de prendre en compte les déchets d'activité produits au niveau des surfaces du sous-objet. Cependant, les dispositions peuvent être prises à l'échelle de l'ouvrage ou du site pour justifier cette exigence.
- Cas d'un bâtiment :
 - Périmètre des responsabilités : Il convient de prendre en compte l'ensemble des déchets produits sur l'ouvrage.
 - Périmètre spatial : Les dispositions peuvent être prises à l'échelle de la parcelle, à savoir que les zones de stockage finales peuvent se situer sur la parcelle à l'extérieur du bâtiment.
- Cas d'un site : Dans le cas d'une demande portant sur un site avec plusieurs bâtiments, les évaluations peuvent être mutualisées à plusieurs bâtiments.
- Cas d'un parc : Dans le cas d'une demande portant sur un parc de bâtiments d'un même détenteur, les évaluations ne peuvent pas se justifier à l'échelle d'un parc : elles peuvent se justifier soit à l'échelle du site soit à l'échelle du bâtiment.

Cas de non-applicabilités du sous-thème DECH2 :

Dans le cas où le bâtiment est en construction neuve ou en rénovation (en programme, conception ou réalisation), ou en exploitation Axe Bâtiment (si les déchets d'entretien/maintenance sont hors du périmètre des responsabilités du demandeur) les exigences du sous-thème DECH2 ci-dessous peuvent être déclarées comme « non applicables ». Dans ce cas, leurs points seront déduits du total de points disponibles.

DECH2. I DECHETS D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

DECH2.1.1 Pourcentage global de déchets d'entretien/maintenance valorisés sur le périmètre certifié



Il convient de reporter ici le pourcentage de valorisation globale des déchets d'entretien et de maintenance calculé dans le fichier Excel de calcul. Dans l'exigence DECH2.1.1 dans ISIA, merci de cocher la case correspondant à ce pourcentage atteint.

Cette exigence concerne les déchets suivants :

Déchets non dangereux	Déchets dangereux
Papier / carton	Fluides frigorigènes
Verre	DEEE (Exemples : lampes, écrans, etc., liste aux Articles R543-172 à R543-175 du code de l'environnement)
Métal	Filtres (Exemples: Filtres des ventilo-convecteurs + CTA...)
Plastique	Autres déchets dangereux (exemples : Aérosols, Bidon et chiffon souillé, Bouteille de gaz, Hydrocarbure, Déchet liquide ou solide toxique en quantité dispersée, etc.)
Bois	
Graisse	
Autres biodéchets	
Autres déchets non dangereux	

Cette exigence vise à évaluer la quantité de déchets d'entretien/maintenance qui seront produits et valorisés annuellement lors de l'exploitation du bâtiment. Les quantités sont exprimées en kg/an.

Il convient de reporter ici le pourcentage de valorisation globale des déchets d'entretien/maintenance calculé dans le fichier Excel de calcul. Dans l'exigence 2.1.1a dans ISIA, merci de cocher la case correspondant à ce pourcentage atteint.

Le but est de tendre vers un reporting le plus fin et détaillé possible avec des données réelles pour les quantités de déchets produits et valorisés sur l'ensemble du périmètre de certification.

En exploitation, l'année prise en compte correspond aux 12 mois précédents par rapport à la date de l'évaluation, avec une tolérance à quelques mois.

Remarque : Un accent particulier doit être mis sur l'estimation des deux types de déchets suivants (parce que volumineux) :

- les DEEE (lampes, écrans...)
- et les Filtres des ventilo-convecteurs + CTA.

Source des données : Les volumes annuels peuvent être estimés par exemple par les périodicités de remplacement (durée de vie) transmises par les fabricants (en y ajoutant un pourcentage d'obsolescence anticipée pour les DEEE).

Dans le cas où le contexte sur le bâtiment ne permet pas d'avoir les données réelles sur l'ensemble du périmètre certifié, il est demandé de renseigner et de justifier des ratios, ou de faire une estimation de ces données. Ces estimations doivent être réalisées par typologie de déchets. Elles doivent porter sur l'ensemble des déchets produits dans le périmètre de certification.

Les données réelles sont indisponibles, notamment en phases amont (programme, conception, réalisation), mais aussi en exploitation, par exemple :

- Lorsque plusieurs contrats de gestion de déchets sont présents. Il est par exemple possible d'avoir un contrat pour la gestion commune des déchets industriels banals (DIB), et des contrats spécifiques à chaque utilisateur pour la gestion des DEEE, cartouches d'encre, etc.
- Lorsque le demandeur de la certification n'a pas connaissance de tous les déchets produits (il a par exemple connaissance des déchets des parties communes du bâtiment et pas des parties privatives).

Définitions du terme « Valorisation » : [Cf exigence DECH1.2.1-S.](#)

Définition du terme « Déchets d'entretien et de maintenance » :

Les déchets d'entretien et de maintenance correspondent aux déchets produits dans le cadre des opérations d'entretien et de maintenance nécessaire au bon fonctionnement du bâtiment, comme le remplacement des filtres de ventilo-convecteurs, le relamping... Les déchets issus de gros travaux de remplacements (CAPEX) et de rénovation ne sont pas comptabilisés dans cette catégorie.

Les biodéchets, ou les déchets organiques, ou déchets fermentescibles, sont les résidus d'origine végétale ou animale qui peuvent être dégradés par les micro-organismes pour lesquels ils représentent une source d'alimentation. Les déchets issus de l'entretien des espaces verts par exemple peuvent être comptabilisés ici (catégorie « Autres biodéchets »). Attention dans ce cas à ne pas les comptabiliser deux fois avec les déchets organiques dans la partie « déchets d'activités ». Les résidus des bacs à graisse sont à comptabiliser dans la catégorie « Graisse ».

Rappels réglementaires relatifs à la classification des déchets : consulter l'annexe du présent guide consacrée à ce sujet.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Justificatif des quantités de déchets d'entretien et maintenance produits / valorisés par typologie de déchet. Justificatif des ratios utilisés.</p>	<p>Cohérence entre les éléments du justificatif et les éléments saisis dans ISIA.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets d'entretien et maintenance produits (ou des ratios utilisés) / valorisés par typologie de déchets en cas de modification des hypothèses d'usage.</p>	
<p>► Phase Réalisation</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets d'entretien et maintenance produits (ou des ratios utilisés) / valorisés par typologie de déchets en cas de modification des hypothèses d'usage. Carnet de vie.</p>	
<p>► Phase Exploitation axes Bâtiment et Gestion</p> <p>Justificatif des données réelles (ou ratios) de déchets d'entretien et maintenance produits / valorisés par typologie de déchets et/ou Justificatif des ratios utilisés (durée de validité : 1 an).</p> <p>Respect de la réglementation (Code de l'environnement) concernant les circuits de traitement des déchets d'entretien/maintenance :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Récupération et conservation des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) conformément à la réglementation, ■ Tenue et conservation d'un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets conformément à la réglementation. ■ Traçabilité des déchets d'entretien/maintenance non réglementés (accusé réception des prestataires d'enlèvement). <p>Pour les déchets d'entretien/maintenance en général : la présence, si possible, d'un protocole de tri des déchets d'entretien/maintenance associé aux interventions d'entretien/maintenance. Dispositions prises pour optimiser le tri et le stockage de ces déchets avant enlèvement : Photos et/ou plan des zones et dispositifs de tri de ces déchets, Contrats entre le collecteur de déchets et l'entreprise de valorisation lorsque celles-ci sont distinctes, etc.</p>	

DECH2.1.2 Pourcentage de déchets d'entretien et de maintenance valorisés matière

Indiquer de la même façon que ci-dessus (ratios, estimations, données réelles) la part de valorisation matière dans le total des déchets d'entretien/maintenance produits (valeur absolue dans DECH2.1.2 et classe atteinte dans DECH2.1.2a).

Le pourcentage de déchets valorisés matière s'évalue par rapport à la masse total de déchets générés, que ceux-ci soient valorisables ou non. Ainsi, même si l'opération produit des déchets dangereux qui ne peuvent être valorisés, ceux-ci ne peuvent pas être exclus du calcul du pourcentage.

Définition du terme « valorisation matière » : Cf la définition dans l'exigence [DECH1.2.1-S](#).

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Justificatif des quantités de déchets d'entretien et maintenance valorisés matière par typologie de déchet. Justificatif des ratios utilisés.</p>	<p>Cohérence entre les justificatifs et les éléments saisis dans ISIA.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets d'entretien et maintenance valorisés matière (ou des ratios utilisés) par typologie de déchets en cas de modification des hypothèses d'usage.</p>	
<p>► Phase Réalisation</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets d'entretien et maintenance valorisés matière (ou des ratios utilisés) par typologie de déchets en cas de modification des hypothèses d'usage. Carnet de vie.</p>	
<p>► Phase Exploitation axes Bâtiment et Gestion</p> <p>Justificatif des quantités de déchets d'entretien et maintenance valorisés par typologie de déchet (durée de validité : 1 an).</p>	

DECH3 DECHETS DE CHANTIER

Périmètre d'évaluation du sous-thème DECH3 Déchets de chantier

- Cas d'un sous-objet : Les exigences prennent en compte les travaux effectués au niveau du sous-objet.
- Cas d'un bâtiment :
 - Périmètre des responsabilités : Les exigences prennent en compte les travaux réalisés pour le compte du demandeur.
 - Périmètre spatial : Les exigences prennent en compte les travaux de rénovation réalisés pour le compte du demandeur sur l'ouvrage et sa parcelle.
- Cas d'un site ou d'un parc : Dans le cas d'une demande portant sur un site ou d'un parc avec plusieurs bâtiments, les exigences peuvent être mutualisées à plusieurs bâtiments.

Cas de non-applicabilité du sous-thème DECH3 :

Dans le cas où le bâtiment est en exploitation (axe Bâtiment sans travaux de rénovation récents ou prévus, ou axe Gestion), les exigences DECH3 ci-dessous peuvent être déclarées comme « non applicables ». Dans ce cas, leurs points seront déduits du total de points disponibles.

DECH3.I QUANTITES DE DECHETS DE CHANTIER PRODUITS ET VALORISES

DECH3.I.I Pourcentage global de déchets de chantier valorisés (Hors terres)



Il convient de reporter ici le pourcentage de valorisation globale des déchets de chantier calculé dans le fichier Excel de calcul. Dans l'exigence 3.I.1a dans ISIA, merci de cocher la case correspondant à ce pourcentage atteint.

Cette exigence concerne les déchets suivants :

Déchets non dangereux	Déchets dangereux
Déchets inertes (béton, briques, carrelage, céramique, verre, etc.)	Déchets de chantier dangereux (déchets d'amiante, solvants, peintures, vernis, colles, etc.)
Emballages	
Autres déchets non dangereux	

Cette exigence vise à évaluer la quantité de déchets de chantier qui seront produits et valorisés.

Le document « Level(s) indicator 2.2: Construction and Demolition waste and materials » version 1.1 de janvier 2021 donne le cadre européen à respecter dans cette exigence (Protocole de 2016 de Management des déchets de déconstruction et construction de l'UE, Directive 2018/850 de cadre de gestion des Déchets, Directive cadre relative aux déchets 2008/98/CE, et la liste des déchets (Décision n° 2014/955/UE du 18/12/14 modifiant la décision 2000/532/CE établissant la liste des déchets, conformément à la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil). Ce cadre européen est à respecter ainsi que les textes français cités plus loin, qui le transposent au niveau national.

Ce document est accompagné d'un tableur Excel « UM3_indicator_2.2_excel_v1.1 » permettant d'estimer les quantités de déchets produites dans les différentes situations possibles. Ces deux documents sont utilisables sur la base de leurs parties « bureau ».

Remarque : pour rappel, le diagnostic déchets ou PEMD est obligatoire pour certains types de travaux (de démolition ou de rénovation significative).

Périmètre des déchets à prendre en compte :

- Les déchets de travaux de construction.
- Si l'opération comprend une phase de démolition, les quantités renseignées sur les déchets devront comprendre également les déchets liés à cette démolition.
- Pour un bâtiment en phase exploitation, il est demandé d'indiquer si des travaux de rénovation (voir définition ci-dessous) ont eu lieu sur le périmètre certifié.
 - Les travaux de rénovation peuvent être pris en compte jusqu'à un an avant la date de l'évaluation. S'il n'y a pas encore eu de travaux, les exigences pourront être évaluées sur du prévisionnel.
 - Les travaux de rénovation pourront être valorisés d'année en année.

Cette exigence demande, dans le cas d'un bâtiment en phase réalisation ou d'un bâtiment sujet à une rénovation, de connaître (avec un niveau le plus fin et détaillé possible) les quantités de déchets produits et valorisés sur toute la durée du chantier.

Dans le cas où le contexte sur le bâtiment ne permet pas d'avoir les données réelles (en programme, conception, ou exploitation sans travaux récents ou prévus), il est demandé de connaître des ratios, ou de faire une estimation de ces données.

Les quantités sont exprimées en kg. Les données doivent être renseignées pour la totalité de la durée du chantier.

Remarques :

- Pour rappel, les terres ne sont pas concernées par cette catégorie (elles sont comptabilisées dans les exigences DECH3.1.3 et DECH3.1.4).
- Pour le béton : pour que le béton soit pris en compte dans la « valorisation matière », il doit respecter des recommandations concernant la valorisation matière (recyclage...) décrites dans la norme NF EN 206/CN de décembre 2014 (Béton- Spécification, performance, production et conformité - Complément national à la norme NF EN 206). Cette norme s'applique au béton destiné aux structures coulées en place, aux structures préfabriquées, ainsi qu'au béton destiné aux produits préfabriqués structurels pour bâtiments et structures de génie civil.

Définitions du terme « Valorisation » : [Cf exigence DECH1.2.1-S.](#)

Note complémentaire concernant la « réutilisation* » :

La réutilisation prise en compte dans cette exigence n'a pas de garantie de site et d'usage. Il s'agit d'une opération qui s'amorce lorsqu'un propriétaire d'un bien usagé s'en défait sans le remettre directement à une structure dont l'objet est le réemploi : par exemple, le bien usagé est déposé dans les déchèteries (hors zone de réemploi). Le bien usagé prend alors un statut de déchet. Il subit ensuite une opération de traitement des déchets appelée « préparation en vue de la réutilisation », lui permettant de retrouver son statut de produit.

À noter que les structures ayant pour activité la réutilisation relèvent de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre des déchets qu'elles gèrent.

La réutilisation avec la garantie de site et d'usage n'est pas prise en compte dans cette exigence mais dans une exigence spécifique dans le thème « Economie locale ».

*toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau.

Définition des termes « Déchets de chantier » et « Travaux de rénovation »

- **Les déchets de chantier** correspondent aux déchets produits dans le cadre des opérations de construction et de reconstruction ainsi que lors des travaux de rénovation quelle qu'en soit leur ampleur (travaux de rénovation lourde, travaux identifiés dans les plans pluriannuels...). Les déchets issus d'opérations de remplacement « à l'identique » de petits équipements ne sont donc pas comptabilisés dans cette catégorie (ils sont comptabilisés comme déchets d'entretien et de maintenance). Les terres ne sont pas comptabilisées dans cette catégorie (elles sont comptabilisées dans les exigences DECH3.1.3 et DECH3.1.4).
- **On entend par travaux de rénovation** des travaux de type Gros œuvre (structures et charpente, façades, couverture...), éléments de second œuvre (revêtements intérieurs, menuiseries...), et modifications des équipements techniques entraînant des travaux sur la structure et/ou le second œuvre (sont donc exclus les remplacements « à l'identique » des équipements techniques), visant à maintenir ou améliorer la qualité intrinsèque du bâtiment.

Rappels réglementaires :

Il convient également de respecter le Code de l'environnement (Partie réglementaire, Livre V, Titre IV « Déchets ») relativement au suivi des déchets, c'est-à-dire :

- **Récupération et conservation des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) :** article R541-45. Cet article impose à ce qu'un bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) soit renseigné et visé par chaque intermédiaire au moment de la prise en charge des déchets, notamment : Emission du bordereau lors de la production du déchet dangereux et conservation d'une copie pendant au moins 5 ans. Lors de la prise en charge du déchet dangereux par un prestataire, ce dernier doit adresser une copie du bordereau à l'émetteur du déchet en indiquant le traitement subi par les déchets dans un délai d'1 mois à compter de la réception de ceux-ci.
- **Tenue d'un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets dangereux :** article R541-43. Cet article impose à tout exploitant d'un établissement produisant des déchets dangereux de tenir à jour un tel registre et de le conserver pendant au moins 5 ans. L'arrêté du 7 juillet 2005, fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005, détaille ce que doit contenir ce registre (notamment identification du tonnage des déchets).

A noter que l'ensemble de ces dispositions sont inscrites dans le Code de l'Environnement, conformément au décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007, relatif au titre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement et modifiant certaines autres dispositions de ce Code.

A noter que la remise des déchets dangereux aux filières de Responsabilité Elargie du Producteur (REP) agréées permet de transférer les obligations relatives à la bonne exécution du traitement du déchet, et donc exempte d'un BSDD.

Point sur la réglementation des déchets de chantier et les contraintes en termes de stockage des déchets : consulter l'annexe du présent guide consacrée à ce sujet.

Les déchets de chantier possèdent des réglementations différentes selon leur typologie.

Certaines typologies doivent respecter des règles strictes par rapport à leur tri, leur transport, leur suivi et leur élimination.

■ Les déchets dangereux

Il s'agit des déchets contenant de l'amiante, des fonds des pots de peinture avec solvant, les peintures, colles, vernis et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses, huiles de décoffrage, bois traités, terres polluées, hydrocarbures, produits goudronnés, piles et accumulateurs, tubes fluorescents, etc.

Ces déchets peuvent être brûlés dans une usine d'incinération pour déchets dangereux, sauf ceux contenant de l'amiante, qui possèdent leurs propres exigences en matière d'élimination (voir ci-dessous) ou bien aller en décharge de classe I.

L'élimination de ces déchets est cadrée par l'arrêté du 10 octobre 2012, relatif au stockage des déchets dangereux

Parmi ces types de déchets, on retrouve :

- Les déchets industriels spéciaux (DIS) doivent être éliminés par des centres d'enlèvement agréés ; leur élimination est régie par les plans d'élimination des déchets industriels spéciaux.
- Les déchets contenant de l'amiante sont soumis à des réglementations diverses selon la nature de l'amiante :
 - Les déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment sont soumis à la circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996. Ces déchets doivent être soit vitrifiés dans des installations de vitrification autorisées (article 2), soit stockés dans des installations de stockage de déchets dangereux (article 1). Leur procédure d'admission dans les installations de stockage de déchets dangereux.
 - Les déchets d'amiante liée à des matériaux inertes sont soumis à la circulaire UHC/QC2 n°2005-18 du 22 février 2005. Ces déchets doivent être éliminés dans des installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés, soit en décharge pour déchets inertes pourvues d'alvéoles spécifiques (en application de l'article L. 541-24 du Code de l'environnement).
 - Les déchets d'amiante liée avec des matériaux qui, lorsqu'ils deviennent des déchets, sont classés déchets industriels spéciaux (DIS) : ces déchets sont alors assimilables à des DIS et leur élimination est régie selon la réglementation des DIS.
 - Les déchets d'amiante liée avec des matériaux qui, lorsqu'ils deviennent des déchets, sont classés « DU (Déchets Ultimes ou DIB) » ces déchets sont alors assimilables à des DU/DIB et ils pourront être éliminés dans des installations de stockage pour DU/DIB. C'est par exemple le cas des dalles vinyl-amiante.
 - Les déchets d'amiante friable sont assimilables aux flocages et aux calorifugeages. Leur élimination est régie par la circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996.

■ Les déchets inertes

Il s'agit des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Ce sont les bétons, tuiles et céramiques, briques, terres et granulats non pollués, isolants minéraux, déchets de verre, etc.

Ces déchets ne sont soumis à aucune réglementation particulière. Ils peuvent être réemployés sur site, recyclés en granulats, utilisés en remblais de chantier ou de carrières, être collectés par un centre de tri et de recyclage de déchets de chantier ou aller en décharge d'inertes de classe 3.

■ Les déchets ultimes (« 'DU' ») ou déchets industriels banals (DIB) ou DRATS (Déchets Résiduels Après Tri à la Source)

Il s'agit des déchets non dangereux et non inertes, assimilables à des ordures ménagères. Comme les inertes, ils ne sont soumis à aucune réglementation particulière. Ils peuvent être réutilisés par un autre chantier, recyclés, être collectés par un centre de tri et de recyclage de déchets de chantier, être brûlés dans une usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) ou aller en décharge de classe 2.

■ Les déchets d'emballages

L'élimination de ces déchets est régie par Code de l'environnement (Partie réglementaire, Livre V, Titre IV « Déchets », Chapitre III, Section 5 : emballages, articles R.543-66 à R.543-72). Ces articles imposent la valorisation systématique par réemploi, recyclage ou incinération avec récupération d'énergie des déchets d'emballage lorsque leur production excède 1 100 litres par semaine ou lorsque la collectivité ne prend pas en charge leur collecte. Il est notamment demandé aux détenteurs de déchets d'emballages de : Procéder eux-mêmes à la valorisation de leurs déchets dans des installations agréées. Ou les céder par contrat à l'exploitant d'une installation agréée (les contrats doivent alors mentionner la nature et les quantités des déchets pris en charge) Ou de les céder par contrat à un intermédiaire assurant une activité de transport par route, de négoce ou de courtage de déchets

Ces présentes dispositions ne concernent pas les détenteurs de déchets d'emballages qui produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.

Il est donc demandé, pour chaque typologie de déchets réglementés de garantir l'enlèvement conformément à la réglementation.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Justificatif des quantités de déchets produits / valorisés par typologie de déchet.</p> <p>Justificatif des ratios utilisés.</p> <p>Présence d'une phase de démolition ou non.</p>	Cohérence entre les justificatifs et les éléments saisis dans ISIA.
<p>► Phase Conception</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets produits / valorisés (ou des ratios utilisés) par typologie de déchets.</p> <p>CCTP / Charte de chantier à faibles nuisances.</p>	
<p>► Phase Réalisation</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets produits / valorisés par typologie de déchets.</p> <p>Bilan des déchets de chantier ; Bordereaux d'enlèvement des déchets de chantier.</p>	
<p>► Phase Exploitation axes Bâtiment et Gestion</p> <p>Justificatif des données réelles (ou ratios) pour les déchets produits / valorisés par typologie de déchets et/ou Justificatif des ratios utilisés</p> <p>En cas de chantier de rénovation récent : Bilan des déchets de chantier.</p> <p>Bordereaux d'enlèvement des déchets de chantier (durée de validité : 1 an).</p> <p>Présentation du projet, plan pluriannuel de travaux (s'il existe).</p> <p>Respect de la réglementation (Code de l'environnement) concernant les circuits de traitement des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Récupération et conservation des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSDD) conformément à la réglementation, ■ Tenue et conservation d'un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets conformément à la réglementation ■ Traçabilité des déchets non réglementés (accusé réception des prestataires d'enlèvement) 	

DECH3.1.2 Pourcentage de déchets de chantier valorisés matière (Réutilisation sans garantie de site et d'usage, Recyclage, Régénération, HORS Terre)



Indiquer de la même façon que ci-dessus (ratios, estimations, données réelles) la part de valorisation matière (Réutilisation sans garantie de site et d'usage, Recyclage, Régénération) dans le total de déchets de chantier produits (valeur absolue dans DECH3.1.2 et classe atteinte dans DECH3.1.2a).

Le pourcentage de déchets valorisés matière s'évalue par rapport à la masse total de déchets générés, que ceux-ci soient valorisables ou non. Ainsi, même si l'opération produit des déchets dangereux qui ne peuvent être valorisés, ceux-ci ne peuvent pas être exclus du calcul du pourcentage.

Les terres ne sont pas concernées cette catégorie (elles sont comptabilisées dans les exigences DECH3.1.3 et DECH3.1.4)

Définition du terme « Valorisation matière (Réutilisation sans garantie de site et d'usage, Recyclage, Régénération) » : Cf ci-dessus exigence [DECH3.1.1](#).

Remarque pour La Réunion :

Le répertoire des filières de valorisation à l'île de la réunion est disponible sous ce lien : <http://www.btp-reunion.net/>

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Justificatif des quantités de déchets valorisés matière par typologie de déchet.</p> <p>Justificatif des ratios utilisés.</p>	<p>Cohérence entre les justificatifs et les éléments saisis dans ISIA.</p>
<p>► Phase Conception</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets valorisés matière (ou des ratios utilisés) par typologie de déchets en cas de modification des hypothèses d'usage.</p>	
<p>► Phase Réalisation</p> <p>Mise à jour du justificatif des quantités de déchets valorisés matière (ou des ratios utilisés) par typologie de déchets en cas de modification des hypothèses d'usage.</p> <p>Carnet de vie.</p>	
<p>► Phase Exploitation axe Bâtiment</p> <p>Justificatif des quantités de déchets valorisés par typologie de déchet (durée de validité : 1 an).</p>	

DECH3.1.3 Réemploi terre sur site

Cas de non applicabilité : Cette exigence peut être déclarée comme "non applicable" dans les cas suivants :

- Il n'y a pas de travaux de terrassement sur le chantier,
- Il n'y a pas d'utilisation de terres dans le projet,
- Le type de terre n'est pas compatible avec le projet (terre trop argileuse, terre polluée...)

Dans ces cas, les points de l'exigence seront déduits du total de points disponibles.

Cette exigence a pour but de limiter l'évacuation hors site des terres excavées et la production des déchets en valorisant le réemploi des terres excavées sur le site même de leur excavation.

Le réemploi des terres est valorisé lorsque tous les éléments ci-dessous sont réunis :

- Les terres non polluées excavées au cours d'activités de construction lorsqu'il est certain que ces terres seront utilisées aux fins de construction dans leur état naturel sur le site même de leur excavation,
- S'il existe des réglementations locales concernant la gestion des terres non polluées excavées sur le site même de leur excavation, le réemploi de ces terres doit être conforme. En l'absence de réglementations locales, toute analyse ou attestation montre que les terres réemployées ne sont pas polluées ou que les valeurs de pollution mesurées ne dépassent pas les seuils normaux.

Pour rappel :

- Les terres réemployées sur le site même de leur excavation n'ont pas le statut de déchets.
- Les terres excavées et transportées en dehors du site de leur excavation ont un statut de déchets, elles sont soumises à la législation sur les déchets, notamment en ce qui concernent les modalités de traçabilité et de responsabilité : elles doivent être envoyées dans des installations classées afin d'en assurer le traitement, préalablement à toute réutilisation.

Méthode de calcul

Les quantités de terres excavées peuvent être en volume (m³) ou en masse (kg).

Les terres polluées, qui ne peuvent pas être réemployées sur site, peuvent être exclues du calcul.

Pourcentage = (quantité de terres excavées réemployées sur site / quantité de terres excavées totale du chantier) x 100%

Sources réglementaires :

- Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
- Décision de la commission du 18 décembre 2014 modifiant la décision 2000/532/CE établissant la liste des déchets, conformément à la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil ;
- Ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets ;

- Note du 25 avril 2017 relative aux modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets : Cf le site AIDA INERIS consultable au clic.
- Décret n° 2016-288 du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;
- Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;
- Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement.

Remarque pour La Réunion :

- Une attention particulière doit être portée à la couche de terre végétale (mise de côté pour la préserver avant de la réutiliser, sur site ou à proximité).
- Les dispositions relatives aux termites sont à prendre en considération systématiquement.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Toutes phases</p> <p>Justificatif (objectif pour la phase programme) des quantités de terres excavées non polluées réemployées sur site.</p>	<p>Cohérence entre les justificatifs et les éléments saisis dans ISIA.</p>

DECH3.1.4 Réutilisation terre hors site

Cas de non applicabilité : Cette exigence peut être déclarée comme « non applicable » dans les cas suivants :

- il n'y a pas de travaux de terrassement sur le chantier,
- au moins 70% de la quantité totale des terres excavées (polluées et non polluées) est réemployé sur site (voir l'exigence « Réemploi Terre sur site »).

Dans ces cas, les points de cette exigence seront déduits du total de points disponibles.

Cette exigence a pour but d'évaluer la part des terres réutilisées en dehors du site de leur excavation après avoir été envoyées dans des installations classées qui attestent qu'elles sont aptes à être réutilisées (le site de l'excavation est celui de l'opération objet de la certification).

La réutilisation des terres hors site est valorisée lorsque tous les éléments ci-dessous sont réunis :

- Au moins 30 % des terres sont réutilisées hors site.
- La gestion des terres excavées hors site doit être conformes à la législation sur les déchets.
- De plus, le demandeur de certification doit fournir les preuves que ses terres sont réutilisées après les avoir envoyées dans des installations classées (traçabilité des terres qui sont envoyées dans les installations classées et attestations fournies par ces installations qui montrent que ces terres sont aptes à être réutilisées).

Pour rappel :

- Les terres réemployées sur le site même de leur excavation n'ont pas le statut de déchets.
- Les terres réemployées en dehors du site de leur excavation ont un statut de déchets, elles sont soumises à la législation sur les déchets, notamment en ce qui concernent les modalités de traçabilité et de responsabilité : elles doivent être envoyées dans des installations classées afin d'en assurer le traitement, préalablement à toute réutilisation.

Méthode de calcul

Les quantités de terres excavées peuvent être en volume (m³) ou en masse (kg).

Pourcentage = (quantité de terres excavées réutilisées hors site / quantité de terres excavées totale du chantier) x 100%

Le pourcentage de terres réutilisées hors site s'évalue par rapport à la masse totale de terres excavées générés, que ceux-ci soient valorisables ou non. Ainsi, même si les terres excavées polluées présentes dans l'opération ne peuvent être valorisées, celles-ci ne peuvent pas être exclues du calcul du pourcentage.

Sources réglementaires :

- Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
- Décision de la commission du 18 décembre 2014 modifiant la décision 2000/532/CE établissant la liste des déchets, conformément à la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil ;
- Ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets ;

- Note du 25 avril 2017 relative aux modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets: Cf le site AIDA INERIS consultable au clic.
- Décret n° 2016-288 du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;
- Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;
- Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement.

Remarque pour La Réunion :

- Une attention particulière doit être portée à la couche de terre végétale (mise de côté pour la préserver avant de la réutiliser, sur site ou à proximité).
- Les dispositions relatives aux termites sont à prendre en considération systématiquement.

MODES DE PREUVE

Phases	Points vérifiés a minima
<p>► Phase Programme</p> <p>Objectif de terres réutilisées hors site. Les justificatifs fournis par les installations classées sont à privilégier s'ils existent déjà en phase Programme.</p>	Aptitude des terres à être réutilisées.
<p>► Phase Conception</p> <p>Justificatifs des terres réutilisées hors site. Les justificatifs fournis par les installations classées sont à privilégier s'ils existent déjà en phase Conception.</p>	
<p>► Phases Réalisation et Exploitation (axes Bâtiment et Gestion)</p> <p>Justificatifs des terres réutilisées hors site fournis par les installations classées ET d'autres justificatifs (traçabilité, etc.).</p>	Justificatifs fournis par les installations classées qui attestent que les terres sont aptes à être réutilisées.

RAPPELS REGLEMENTAIRES RELATIFS AUX DECHETS

Il est rappelé que les déchets suivants sont réglementés.

Rappel : la classification des déchets est codifiée dans le Code de l'Environnement - Partie réglementaire, Livre V, Titre IV « Déchets », Chapitre I, Section I, sous-section 2 : classification des déchets, articles R.541-7 à R.541-11 modifié par le décret n° 2016-288 du 10 mars 2016 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets.

Consulter également la Décision n° 2014/955/UE du 18/12/14 modifiant la décision 2000/532/CE établissant la liste des déchets, conformément à la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil.

Décret « 5 flux »

Depuis le 1er juillet 2016, en application du décret n° 2016-288, publié le 10 mars 2016 – appelé décret « 5 flux » - les entreprises et administrations collectées par un service privé ou celles collectées par le service public et produisant plus de 1100 litres de déchets par semaine et par implantation (tous déchets confondus) ont l'obligation de trier et de valoriser 5 flux de déchets :

- Cartons / papiers (avec une spécificité pour les papiers de bureaux dont le tri est obligatoire depuis 2018 pour tous les établissements comptant 20 employés de bureau et plus, quelle que soit leur production totale de déchets),
- Métal,
- Plastique,
- Bois,
- Verre.

Complété et modifié par le décret « 7 flux »

En complément du décret n° 2016-288 du 10 mars 2016, depuis le 18 juillet 2021, en application du décret n°2021-950 publié le 16 juillet 2021. L'obligation de tri et de valorisation s'est élargie pour passer à 7 flux de déchets. Les deux nouveaux flux concernent uniquement les déchets de construction et de démolition :

- Fractions minérales (béton, briques, tuiles et céramiques, pierres)
- Plâtre

Par dérogation, l'obligation de tri et de valorisation des 7 flux de déchets ne sont pas applicables aux producteurs et détenteurs de déchets de construction et de démolition, pour les déchets produits sur leurs chantiers s'ils respectent l'une des conditions suivantes :

- Il n'est pas possible d'affecter, sur l'emprise du chantier, une surface au moins égale à 40 m² pour le stockage des déchets
- Le volume total de déchets généré sur l'ensemble de la durée du chantier, tous déchets confondus, est inférieur à 10 m³

Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.

Cependant, par dérogation à ces dispositions, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale (tout sauf le plâtre) peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-I du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.

Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.

Déchets dangereux (DD)

Les déchets dits « dangereux » sont définis à l'article R541-8 du Code de l'environnement comme « tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets ». De plus, ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets mentionnée à l'article R. 541-7 qui s'appuie sur « une liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 ». Les déchets amiantés, les déchets diffus spécifiques [1], les DEEE, les cartouches d'impression, les piles, les accumulateurs, les gaz fluorés, les huiles minérales et synthétiques, les DASRI, les produits sanitaires ou encore les véhicules hors d'usage appartiennent à la catégorie des déchets dangereux.

Gestion des déchets de chantier

- Guide ADEME « Prévenir et gérer les déchets de chantier ».
- Directive cadre relative aux déchets 2008/98/CE du 19/11/2008 : La nouvelle Directive cadre Déchets, transposée par l'Ordonnance n°2010-1579 du 17 décembre 2010 est entrée en vigueur avec plusieurs mesures : La valorisation, que ce soit par la réutilisation, le recyclage, le remblayage ou tout autre mode de valorisation, des déchets non dangereux de construction et de démolition, à l'exclusion des « matériaux géologiques naturels » (définis dans la catégorie 17 05 04 de la liste des déchets), devra atteindre un minimum de 70% en poids d'ici 2020.
- Décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011 qui concerne l'obligation d'établir des plans départementaux de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP. la maîtrise d'ouvrage en est confiée aux Conseils généraux. Par ailleurs, ce décret précise la définition des déchets. Enfin, il rend obligatoire la traçabilité pour tous types de déchets. Ce dernier point est matérialisé par l'Arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-I du code de l'environnement (applicable à compter du 1er janvier 2022). Lien url : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563>.

- Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments, <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043704853>, [traitant des modalités d'application du diagnostic PEMD et du formulaire de récolement](#).
- Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments, <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043704887>, [traitant des compétences nécessaires de la personne réalisant le test](#).
- Arrêté du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments, <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047506328>
- Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Cet arrêté définit la procédure d'admission des déchets inertes sur les installations de broyage, concassage, criblage ainsi que sur les stations de transit (rubrique 2515 à 2517 de la nomenclature ICPE). Certains déchets devront faire l'objet d'une procédure spécifique de détection (enrobés bitumineux, ballast de voie) alors que les autres déchets devront faire l'objet d'un contrôle visuel par l'exploitant pour vérifier l'absence de déchets non autorisés. Lien url : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000029893828/>
- Décret n° 2012-602 du 30 avril 2012 relatif à la procédure de sortie du statut de déchet et Arrêté du 3 octobre 2012 relatif au contenu du dossier de demande de sortie de statut de déchet.
- Code de l'environnement (Partie législative) : Livre V Titre IV Chapitre I° Elimination des déchets et récupération des matériaux articles 541-I à 541-50 et Livre I Titre II Chapitre IV Autres modes d'information article 124-I.

Ce code :

- définit les priorités de gestion des déchets ;
- prévoit la réalisation de plans départementaux et régionaux pour l'élimination des déchets ;
- présente la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et prévoit la délivrance d'autorisations préalables pour l'exploitation d'unités de traitement ou stockage des déchets.

Définition du déchet : L'article L541-I du Code de l'Environnement définit un déchet comme « *Toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire* ». C'est la notion d'abandon qui définit juridiquement un déchet.

La responsabilité du producteur de déchets :

- L'article L541-2 du Code de l'Environnement définit le principe de responsabilité en matière de déchets : « *Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. (Exemple : 3° du II de l'article L541-I du code de l'environnement : « D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier. »)* Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même

lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. »

- L'entreprise est donc responsable de l'élimination des déchets qu'elle produit. Cependant, le maître d'ouvrage peut être tenu pour responsable, en particulier si ce dernier n'a pas donné les moyens techniques et financiers à l'entreprise afin d'assurer l'élimination des déchets produits sur son chantier conformément à la réglementation (jurisprudence française et européenne) ;

La responsabilité élargie du producteur de produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) :

- Décret n°2021-1941 du 31 décembre 2021 relatif à la responsabilité élargie des producteurs pour les produits et les matériaux de construction du secteur du bâtiment
- Arrêté du 10 juin 2022 portant cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment

■ Brûlage des déchets à l'air libre :

- Article L541-25 du Code de l'Environnement : c'est une infraction dès lors que l'entreprise ne possède pas d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'Environnement (ICPE).
- Circulaire interministérielle du 18/11/2011 : rappelle les bases juridiques du brûlage à l'air libre des déchets verts et présente les dérogations autorisées (déchets verts agricoles sur décision du préfet pour raisons agronomiques ou sanitaires et).
- Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 – article : Pour les bois et matériaux infestés par des termites et autres insectes xylophages dangereux, une déclaration en mairie doit être faite (CERFA 12012*01).

■ Gestion des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments :

- Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments de plus de 1 000 m² ainsi que ceux « ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses », <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043704853>, traitant des modalités d'application du diagnostic PEMD et du formulaire de récolement.
- Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments, <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043704887>, traitant des compétences nécessaires de la personne réalisant le test.
- Arrêté du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments, <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047506328>, précise les modalités d'application du diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de

bâtiments. Il fournit les documents pour le diagnostic et le formulaire de récolement (CERFA 16287*01 & 16288*01)

- Les déchets de plâtre : Transpositions de la directive européenne 1999/31/EC :
 - Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Url : Lien url :
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000029893828/>
 - Article 12 de l'arrêté du 19 janvier 2006 relatif aux ISDND (Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux) : déchets à base de plâtre doivent être stockés, sauf impossibilité pratique, dans des casiers dans lesquels aucun déchet biodégradable n'est admis.